



Conférence Ambition Transports : Les travailleurs dans l'angle mort du gouvernement

La Fédération de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services Force Ouvrière et la Fédération Nationale des Transports et de la Logistique FO UNCP constatent le lancement de la conférence « Ambition France Transports ».

Une conférence sur l'avenir et le financement des infrastructures de transport.

Une conférence sur l'avenir des transports... **sans les salariés** qui, chaque jour, assurent une offre de transport – de passagers comme de marchandises – sur l'ensemble du territoire national, en hexagone comme en outre-mer.

Cette exclusion des représentants des salariés des débats et des groupes de travail censés formuler des propositions pour des transports durables démontre, une fois de plus, la vision uniquement économique des décideurs politiques.

Dans un contexte de raréfaction des salariés qualifiés dans les différents secteurs des transports, ignorer les organisations syndicales est, au mieux, une erreur, au pire, une garantie de passer à côté d'enjeux majeurs pour l'avenir des mobilités. Cela illustre aussi l'aberration de ne pas disposer, au sein du cabinet du ministre des Transports, d'un conseiller en charge des questions sociales.

Aujourd'hui, ces secteurs, souvent marqués par la pénibilité et des rythmes de travail exigeants, souffrent d'un manque d'attractivité croissant.

Au regard des bouleversements que les métiers du transport vont rencontrer dans les années à venir, tant sur le plan de la transition écologique que des révolutions technologiques, la question de la formation des salariés, de la reconnaissance et de la valorisation des savoir-faire doit être au cœur des débats et des stratégies de développement.

Nos fédérations prennent acte de la reconnaissance, par le gouvernement, de la responsabilité des pouvoirs publics dans la dégradation des infrastructures de transport, causée par le manque d'investissement et d'entretien. Ce constat confirme que les politiques austéritaires ne font que transmettre une dette d'entretien aux générations futures.

Pour nos fédérations, le rétablissement de la qualité de nos infrastructures passe par de **nouveaux investissements publics massifs** et donc par une remise en cause, par le gouvernement, de ses annonces austéritaires pour 2026, notamment les économies prévues sur les budgets du ministère de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire et des Transports.

Par ailleurs, nos fédérations s'opposent à tout financement basé sur une augmentation des contributions des usagers, autrement dit à un impôt déguisé sur les travailleurs qui se rendent chaque jour au travail.

Elles rappellent également leur opposition aux taxes punitives sur les transports, socialement discriminantes, qui reviennent à accorder un droit de polluer aux plus riches.

Pour nos fédérations, si de nouvelles recettes doivent financer les transports, elles doivent être pensées en intégrant **l'ensemble des chaînes de valeur**, en contraignant les entreprises bénéficiaires à assumer pleinement leurs responsabilités. Il est urgent de remettre en cause le dumping social, environnemental et fiscal pratiqué dans les transports internationaux, qui permet une offre à bas coût favorisant la délocalisation des productions et l'enrichissement des multinationales et de leurs actionnaires.

Paris le 12 mai 2025

Contact :

Patrice Clos, Secrétaire général de FO UNCP Transports et Logistique, 07 64 45 34 38
Zaïnil Nizaraly, Secrétaire général de la FEETS-FO, 07 84 26 73 06